

## Washington-Moscou en Syrie : vers un affrontement militaire direct ?

mercredi 2 novembre 2016, par [Djiby SOW](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Djiby SOW](#), **Washington-Moscou en Syrie : vers un affrontement militaire direct ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 2 novembre 2016.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Cette contribution revient sur l'escalade de la fin septembre-début octobre 2016 entre Washington et Moscou sur la question syrienne (I) et envisage ses perspectives d'évolution à l'aune de l'élection présidentielle américaine (II).

## **I. Escalade**

La rupture de la cessation des hostilités entrée en vigueur le 12 septembre 2016 marque sans aucun doute le point le plus dangereux de la guerre en Syrie. Partie intégrante d'un accord plus large entre les Présidents Obama et Poutine, les modalités de cessation des hostilités semblent être le seul document d'une série de documents à avoir été rendu public [1]. Le texte pose comme « priorité clé » (i) la délimitation des territoires contrôlés par Jabhat Al Nusra (Al Qaeda), Daesh (ISIS) et l'opposition armée et (ii) la séparation de l'opposition modérée d'Al Nusra. Il prévoit à cette fin un certain nombre de « mesures spéciales » pour la région d'Alep, lesquelles, outre les modalités de délivrance de l'aide humanitaire, portent essentiellement sur la démilitarisation de la route de Castello qui part du nord d'Alep vers la Turquie.

L'éventuelle alliance américano-russe contre Al Nusra et Daesh constitue le trait saillant du texte. Un centre d'opération conjoint devait être établi après « au moins sept jours de cessation des hostilités à la satisfaction des parties ». La coopération projetée couvrait le partage des informations nécessaires à la délimitation des territoires contrôlés par Al Nusra et l'opposition dans les zones d'hostilité, l'identification des infrastructures à partir desquelles auraient été lancées les opérations, la détermination par chacun de cibles terroristes, ainsi que la codétermination de procédures de travail en fonction de Termes de Référence détaillés dans un document resté secret.



**Djiby Sow**

Chercheur, diplômé de l'Université de Montréal.

Cette extraordinaire coopération ne devait cependant pas voir le jour. Si nombre de violations ont été dénoncées de part et d'autre, le bombardement des forces syriennes à Deir Ez-Zor par l'aviation américaine le 17 septembre 2016 semble en effet avoir scellé le sort de l'accord. Le Pentagone émettait un communiqué reconnaissant une erreur dans les heures suivantes. La réunion du Conseil de sécurité convoquée en urgence par la Russie donne cependant lieu à une grave passe d'armes diplomatique, l'Ambassadrice Powers refuse d'écouter son homologue russe dans l'enceinte du Conseil et qualifiant la convocation de « coup » face à la presse ; celui-ci demande à son tour devant les journalistes « qui gouverne à Washington ? » [2]. Un prélude à une série de déclarations et mesures d'escalade :

17 septembre 2016 : Le ministère des Affaires étrangères (MAE) russe déclare : « après l'attaque de ce jour sur l'armée syrienne, nous en arrivons à la conclusion terrible que la Maison Blanche défend l'État Islamique » [3] ;

19 septembre : Le gouvernement syrien qualifie les frappes américaines d' « agression nue » et met fin à sa participation à la cessation des hostilités ;

19 septembre : Un convoi humanitaire des Nations Unies est attaqué près d'Alep. Les États-Unis accusent la Russie [4] ;

21 septembre : Le ministère de la Défense russe annonce le renforcement de sa flotte au large de la Syrie par un groupe naval emmené par le porte avion Amiral Kuznestsov ;

25 septembre : Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni convoquent une réunion du Conseil de sécurité sur la situation à Alep. L'Ambassadrice américaine déclare : « ce que la Russie fait et sponsorise n'est pas du contre-terrorisme. C'est de la barbarie » [5] ;

26 septembre : MAE russe : « le monde n'a rien vu de plus barbare dans l'histoire moderne que l'Iraq et la Libye, fait à la façon de Washington » [6] ;

28 septembre : Département d'État : « les groupes extrémistes vont continuer à exploiter les vacuums en Syrie pour étendre leurs opérations, lesquelles pourraient inclure des attaques contre des intérêts russes, peut-être même contre des villes russes. La Russie continuera à rapatrier ses soldats dans des housses mortuaires et à perdre des ressources, peut-être même des aéronefs » [7] ;

3 octobre : La Russie suspend sa participation à l'accord bilatéral sur le plutonium « en raison du changement radical des circonstances et l'apparition d'une menace à la stabilité stratégique en raison des actions inamicales des États-Unis à l'égard de la Russie et de leur incapacité à assurer le respect de leurs obligations » [8]. Moscou exige l'arrêt des sanctions économiques contre la Russie, une compensation financière pour les dommages subis, la réduction de la présence militaire américaine sur le territoire des États ayant rejoint l'OTAN après le 1er septembre 2000 et l'abrogation du « Magnitsky Act » ;

3 octobre : Washington suspend les discussions bilatérales sur la Syrie ;

4 octobre : Les États-Unis étudient leurs options militaires en Syrie, dont l'établissement d'une « no fly zone » ou zone d'exclusion aérienne (ZEA) et des frappes furtives sur des cibles du gouvernement syrien [9] ;

5 octobre : Le ministère de la Défense russe confirme le déploiement de systèmes de défense antiaérienne S-300 en Syrie ;

5 octobre : Général Mark Milley, chef d'État-major des forces armées américaines : « La volonté stratégique de notre Nation, les États-Unis, est mise en cause et nos alliances sont testées comme elles ne l'ont pas été depuis plusieurs décennies. Je veux être clair, sans ambiguïté avec ceux qui essaient de s'opposer aux États-Unis, ceux qui veulent nous faire du mal. Je veux être clair avec ceux qui, à travers le monde, veulent détruire notre mode de vie et ceux de nos amis et alliés. L'armée américaine, malgré tous ses défis, vous arrêtera, et nous

vous frapperons plus fort que vous ne l'avez jamais été auparavant » [10] ;  
5 octobre : 40 millions de Russes participent à une vaste simulation de désastre nucléaire [11] ;  
6 octobre : Général Major Igor Konashenkov : « Je précise à toutes les « têtes brûlées » que suite aux frappes de la coalition du 17 septembre sur l'armée syrienne à Deir Ez-Zor, nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher que des « accidents » similaires n'arrivent aux forces russes en Syrie ».  
« Les système de défense antiaérienne russes S-300 et S-400 déployés à Hmeimim et Tartous ont des rayons d'action qui pourraient surprendre toute cible volante non identifiée. Les opérateurs des systèmes de défense russe n'auront pas le temps d'identifier l'origine des frappes et la réponse sera immédiate. Toute illusion sur des appareils « furtifs » sera inévitablement brisée par une réalité décevante » [12] ;  
6 octobre : La NNSA déclare avoir testé avec succès deux bombes nucléaires B-61 dans le désert du Nevada [13] ;  
7 octobre : John Kerry appelle à une enquête pour crime de guerre sur la Russie ;  
7 octobre : La NSA accuse officiellement la Russie de tenter d'influencer l'issue de l'élection présidentielle américaine [14] ;  
8 octobre : Double veto aux projets de résolutions français et russe sur la Syrie ;  
8 octobre : La Russie déploie des missiles Iskander-M à capacité nucléaire à Kaliningrad [15] ;  
12 octobre 2016 : La Russie teste trois missiles intercontinentaux [16] ;

Cette chronologie ne prétend pas à l'exhaustivité et ne saurait rendre compte de mesures plus sensibles qui, de part et d'autre, accompagneraient typiquement ce type d'escalade, telles que l'augmentation du niveau d'alerte des forces armées, les mouvements de troupes et de matériel, etc. Elle indique toutefois à suffisance le niveau de tension, sans précédent depuis la fin de la Guerre froide, qu'a atteint la relation bilatérale Washington-Moscou et impose la question de savoir si le scénario d'un conflit militaire direct entre les deux puissances nucléaires sur la Syrie relève toujours de l'impensable.

Le rubicon a indéniablement été franchi avec le caractère public des avertissements entre les états-majors des deux pays. Pour l'heure, le Président Obama semble avoir opté pour le maintien du cap diplomatique à l'issue du conseil de sécurité nationale du 14 octobre 2016, réuni pour décider sur les diverses options militaires contre la Syrie. Le cessez-le feu à Alep et au Yémen pourraient être le fruit de la poursuite des discussions, malgré l'annonce de la suspension des canaux bilatéraux sur la Syrie.

Cependant, pour citer le Ministre des Affaires étrangères français Jean-Marc Ayrault, un certain nombre d'éléments laissent penser que « les négociations entre la Russie et les États-Unis ont atteint leurs limites » [17] :

1. Les intérêts et objectifs fondamentaux de Washington et de Moscou sont irrémédiablement opposés. Pour les États-Unis, « *Assad must go* » : le Président syrien a perdu toute légitimité pour gouverner après la répression du soulèvement et la guerre civile dans laquelle a sombré le pays ; les combattants à Alep-Est sont majoritairement des rebelles modérés et non des terroristes d'Al Nusra. Par le bombardement de civils et d'hôpitaux, Damas et Moscou ne luttent pas contre le terrorisme mais se rendent coupables de crimes de guerre. Inversement, la Russie considère que la Syrie est victime d'une guerre alimentée en armes, en capitaux et en combattants par Washington, ses alliés régionaux et occidentaux. Washington est réticent ou incapable de séparer l'opposition modérée des groupes terroristes ; seul le peuple syrien est

habilité à décider du départ du Président Assad, à l'issue d'une élection sous stricte supervision internationale ;

2. Le Président Obama continue de privilégier la voie diplomatique, mais à quelques semaines de la fin de son mandat, l'expérience politique américaine veut qu'il soit un « *lame duck* » (« canard boiteux ») et que la mise en œuvre de décisions d'envergure s'en trouve compliquée. D'autant que l'orientation du président ne semble pas partagée par l'ensemble de son gouvernement et de l'appareil d'État et que cet état de fait entame sa capacité à mettre en œuvre ses engagements. L'annonce de l'accord Obama-Poutine avait, en effet, été retardée de plusieurs heures le 9 septembre 2016 dans l'attente de l'approbation ultime des forces de sécurité américaines. Le secrétaire à la défense Ashton Carter et le Pentagone n'avaient pas caché leur opposition face à la collaboration militaire envisagée avec Moscou [18] ;

3. La cessation des hostilités du 12 septembre 2016, la montée en puissance des bombardements sur Alep, puis la trêve subitement décrétée par Moscou pourraient suggérer une absolue maîtrise du tempo de la guerre et de l'évolution de la situation sur le terrain. Il faut cependant noter que les cessations des hostilités ont été convenues par le Kremlin au prix de certaines tensions avec ses alliés au sol, les forces syriennes, iraniennes et du Hezbollah. Le désengagement partiel russe suite à l'accord du 22 février 2016 avec Washington ne s'est pas fait sans couacs avec l'axe chiite (plus particulièrement Téhéran), pour lequel la reprise non seulement d'Alep mais de l'intégralité de la Syrie constitue un objectif existentiel dans la matrice plus large des conflits régionaux l'opposant d'une part à Israël et, de l'autre, à l'axe sunnite conduit par l'Arabie Saoudite. La marge de manœuvre russe auprès de ses alliés ne va donc pas croissant et il semble que le Président Poutine soit désormais confronté à la pression des militaires pour reprendre la campagne aérienne sur Alep, interrompue depuis le 20 octobre 2016 [19].

Faute de solution diplomatique, le bombardement d'Alep-Est devrait reprendre et augure d'une situation hautement volatile jusqu'au départ du Président Obama en janvier 2017.

**L'opposition du chef de l'État sortant à toute option militaire semble pouvoir être exploitée par Moscou pour accentuer la campagne aérienne afin de mettre la nouvelle administration devant un fait accompli.** Dans le même temps, des bombardements trop intenses risquent d'accroître la pression à laquelle se trouve confronté le Président américain pour ordonner une intervention directe. Par ailleurs, on ne peut écarter un incident résultant des situations *in extremis* dans lesquelles les aviations des deux pays se retrouvent régulièrement au dessus de la Syrie [20] et que la détérioration des relations pourrait empêcher de résoudre.

## **II. Élection présidentielle américaine et perspectives d'évolution**

Au-delà, l'avenir du conflit syrien et de la relation États-Unis-Russie sera largement déterminé par le nom du vainqueur du scrutin présidentiel américain du 8 novembre 2016. **Vladimir Poutine et la Russie auront été omniprésents dans la campagne, essentiellement à travers la participation alléguée du pouvoir russe aux fuites de e-mails de la direction du parti démocrate et d'Hillary Clinton par le biais de Wikileaks.**

Les positions des candidats quant au futur des relations avec le Kremlin n'en sont pas moins claires. Décrié par ses adversaires et détracteurs comme le « candidat moscovite », Donald Trump a fait campagne sur sa capacité à « se faire respecter » par le président Poutine et à dialoguer avec ce dernier : sous sa présidence, les États-Unis parviendraient à collaborer avec la Russie sur les grands dossiers internationaux, notamment celui de la lutte contre ISIS. Sur la question d'Alep en particulier, le candidat républicain a fait sienne la position du Kremlin, déclarant pendant le débat du 9 octobre 2016 que « la Russie ne bombarde pas les rebelles mais des terroristes ».

Hillary Clinton préconise quant à elle la ligne dure, dénonçant l'« agression russe » de l'Ukraine à la Syrie. La démocrate s'est déclarée en faveur de « sérieuses réponses économiques, politiques et militaires » [21] en réponse aux attaques informatiques alléguées du Kremlin et, contrairement au Président Obama, s'est prononcée à plusieurs reprises en faveur de l'imposition en faveur d'une ZEA.

La victoire largement anticipée d'Hillary Clinton – quoique mise en doute par la brusque réouverture de l'enquête du FBI sur l'affaire des e-mails – appelle la question de savoir si une fois installée à la Maison blanche, l'éventuelle Présidente Clinton ordonnerait effectivement l'imposition d'une ZEA dans le ciel de Syrie [22]. Malgré les multiples engagements de la candidate à cet effet, un retour aux fondamentaux de la situation conduit à la prudence :

1. Il faut sans doute rappeler que l'imposition d'une ZEA est une opération qui consiste à prendre le contrôle de l'espace aérien d'un État pour empêcher ses forces aériennes ou celles d'un État tiers d'y circuler, et éventuellement se livrer à des bombardements. Cela implique concrètement la destruction des systèmes de défense antiaérienne, aéronefs et autres infrastructures (telles que les pistes de décollage) de l'État visé. En l'occurrence, ce sont les forces armées russes qui exercent le contrôle effectif de l'espace aérien syrien notamment avec leurs systèmes de défense antimissile (S-300, S-400) déployés sur leurs bases de Hmeimim et Tartous. C'est pourquoi, entendu par le Congrès sur la faisabilité d'une ZEA en réponse au bombardement d'Alep, le Général Joseph Dunford, Président du comité des chefs d'état-major des forces armées, répondait : « contrôler tout l'espace aérien de la Syrie nous demanderait d'entrer en guerre contre la Syrie et la Russie. C'est une décision fondamentale que je ne prendrai certainement pas » [23]. Son prédécesseur, le Général Martin E. Dempsey, avait en outre établi à 70 000 hommes l'effectif requis en 2012 pour détruire les défenses anti aériennes de la Syrie et assurer une surveillance 24h sur 24 de son espace aérien [24]. Une estimation qui apparaît désormais conservatrice au regard de la nouvelle présence russe en Syrie ;

2. Le débat du 19 octobre 2016 a été l'occasion pour Hillary Clinton de clarifier sa position sur la ZEA. Interrogée par le modérateur sur le risque de guerre avec la Russie et la question de savoir si la « Présidente Clinton abattrait un avion russe », la candidate a exprimé une préférence pour une ZEA négociée avec Damas et Moscou et l'établissement de « zones sûres » au sol, en raison des risques encourus par les populations civiles, sans toutefois offrir d'alternatives en cas d'impasse dans les discussions. Il paraît en effet invraisemblable que Damas et Moscou consentent à une ZEA volontaire, déjà demandée sans succès par John Kerry au Conseil de sécurité [25].

La Maison blanche d'Hillary Clinton serait donc face à une nouvelle ligne rouge, cette fois

tracée par l'armée russe. Moscou la mettra-t-elle à exécution en cas d'action américaine ? Sur le principe, un premier élément de réponse consiste à souligner qu'ayant été un acteur clé de la crise de l'attaque chimique de la Ghouta (2013), le Kremlin sait peut-être mieux que quiconque les conséquences désastreuses qu'a eu la ligne rouge non appliquée du président Obama pour le statut des États-Unis. Au vu des efforts colossaux déployés depuis 1999 par la Russie pour affirmer son statut de grande puissance égale des États-Unis, ses réactions en Géorgie (2008) et en Crimée (2014), du capital diplomatique considérable mis en jeu au Moyen-Orient et des risques pris en intervenant militairement en Syrie, il est difficilement imaginable qu'une action américaine ne soit pas suivie d'effet.

C'est en tout cas l'appréciation de la situation livrée en termes plus concrets par le Directeur du renseignement américain (DNI), James Clapper, au Council on Foreign Relations (CFR) : « je ne les [les Russes] jugerais pas incapables d'abattre un appareil américain s'ils le percevaient comme une menace pour leurs forces au sol. J'en veux pour preuve la nature de l'armement qu'ils ont déployé et les raisons pour lesquelles ils l'ont fait. Le système qu'ils ont est un système de défense antimissile très avancé et très performant. Et je ne pense pas qu'ils l'auraient déployé s'ils n'avaient pas l'intention de s'en servir » [26].

La référence aux « forces au sol » et non aux "forces et installations russes" en général ni aux "forces syriennes" semble digne d'intérêt, tant elle pourrait suggérer - à tort, puisqu'un aéronef russe abattu entrainerait vraisemblablement une réaction similaire - que l'ultime ligne rouge serait l'intégrité physique du personnel russe au sol. Cette évaluation gagnerait à être considérée à la lumière de l'hypothèse que des forces spéciales russes, intégrées aux unités de l'armée syrienne, pourraient avoir perdu la vie à Deir Ez Zor le 17 septembre - ce que Moscou n'aurait pas rendu public tant pour des considérations domestiques (l'engagement russe au sol, comme occidental, étant vraisemblablement bien plus important que ce qui est officiellement admis), qu'en raison des répercussions autrement plus graves dans la relation bilatérale. Cela pourrait contribuer à expliquer l'insistance du Général Major Konashenkov, lors de sa conférence de presse du 6 octobre 2016, sur la présence de « personnel politique et humanitaire » russe sur toute l'étendue du territoire syrien [27], et de façon plus générale, la gravité de la réaction de Moscou.

3. Comme le Président Obama en août 2013, Hillary Clinton aurait à solliciter et obtenir l'autorisation préalable du Congrès des États-Unis pour ordonner les bombardements nécessaires à l'établissement d'une ZEA en Syrie [28]. Si le vote n'a jamais eu lieu en raison de l'accord intervenu avec le Président Poutine sur la destruction des stocks d'armes chimiques du gouvernement syrien, les intentions de vote étaient majoritairement contre l'intervention, dans une chambre pourtant contrôlée par les démocrates. Depuis, l'entrée en jeu de la Russie fait non seulement courir un risque drastiquement plus élevé aux forces armées et éventuellement au peuple américain, mais la chambre est passée sous contrôle républicain (2014). Au terme d'une campagne présidentielle sans précédent, le pays connaît une profonde division qui semble appelée à se perpétuer bien au-delà du 8 novembre 2016 et laisse entrevoir un avenir politique difficile. Aussi, bien qu'Hillary Clinton soit soutenue par un certain nombre de républicains et néoconservateurs très influents (tels que John McCain et Lindsay Graham), une autorisation du congrès paraît, en les circonstances, plus qu'improbable ;

4. En ce qui concerne la légalité internationale, il est manifeste que les États-Unis ne pourraient pas s'appuyer sur une résolution du Conseil de sécurité, en raison de vetos russe et

chinois. Leurs opérations courantes en Syrie (aériennes et au sol) se fondent sur une lecture extensive de l'article 51 de la *Charte des Nations Unies* (légitime défense) et plus particulièrement sur le test de l'État réticent ou incapable (« *unwilling or unable* ») de lutter contre des groupes terroristes présents sur son territoire, lequel est loin de constituer une doctrine juridique établie en droit international et acceptée par une majorité d'États [29]. Au mieux extrêmement controversée, cette base juridique ne permettrait pas, en tout état de cause, de justifier des attaques sur des cibles étatiques syriennes ou russes.

Sur le plan politique, la détermination de la coalition internationale est mise à l'épreuve par le risque désormais explicite d'une confrontation directe avec la Russie en conséquence d'une action contre le gouvernement syrien. Dans les termes de John Kerry, « les Européens n'ont pas le cœur à la guerre » [30] et l'échec des récents efforts britanniques, français, et allemands à faire adopter des sanctions européennes supplémentaires contre la Russie sur la Syrie semble, pour l'heure, le confirmer [31] ;

5. Enfin, le jeu en vaudra-t-il toujours la chandelle en janvier 2017 ? Le récent plaidoyer du Général à la retraite John Allen dans le *Washington Post* en faveur d'une intervention avant l'arrivée de la nouvelle administration [32], semble confirmer que la fenêtre d'opportunité pour une Zone d'exclusion aérienne (ZEA, *no-fly zone* ou *no-flight zone* en anglais) se referme rapidement. Sauf intervention extérieure, la situation à Alep aura très vraisemblablement connu son épilogue et Damas et ses alliés devraient avoir repris le contrôle de la totalité de la ville, cœur économique et seconde agglomération du pays en nombre d'habitants.

La guerre n'en serait pas finie pour autant : Damas tentera logiquement de reconquérir la totalité du territoire, toujours sous couverture aérienne russe, dans le dernier acte d'une stratégie de consolidation des positions gouvernementales par cercles concentriques, de la capitale (où le gouvernement était menacé de tomber au moment de l'intervention septembre en 2015) vers la périphérie. Mais l'instauration d'une ZEA pour empêcher le bombardement de Raqqah et Deir Ez Zor où Daesh se consolide par l'afflux de combattants provenant de Mosul paraît pour le moins injustifiable. Les territoires du nord, disputés par les Kurdes, Daesh et diverses coalitions de groupes armés djihadistes et terroristes, semblent quant à eux faire l'objet d'un « deal » entre Moscou, Damas, Téhéran et Ankara, subséquent à la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 en Turquie. Le Kremlin et ses alliés semblent en effet tolérer la zone-tampon turque que le Président Erdogan réclamait en vain à Washington depuis 2012, en échange de certaines concessions dont la tenue à l'écart d'Alep, ainsi que la substitution des groupes armés parrainés par l'Arabie Saoudite et le Qatar par ceux contrôlés par Ankara [33]. Un état de fait qui semble significativement limiter les options des États-Unis, lesquels paraissent cantonnés à devoir choisir entre renforcer leur soutien aux Kurdes et ainsi pousser Ankara davantage dans l'orbite de Moscou, ou favoriser la Turquie et perdre leur principal allié contre Daesh [34].

À noter cependant que ce retournement de situation tout à fait inattendu en rétrospective du Su-24 russe abattu par l'armée turque en novembre 2015 montre l'extrême fluidité de la situation et des intérêts des belligérants. Les tensions renouvelées entre Ankara et Damas suites aux récents bombardements de positions kurdes par la Turquie illustrent la précarité des équilibres et pourraient bien conduire à un énième revirement du Président Erdogan, favorable, celui-là, à la nouvelle administration américaine. Mais avec Alep-Est reconquise, l'autorité gouvernementale serait rétablie sur l'essentiel de la « Syrie utile » et habitée,

conférant au Président Al Assad une immense victoire stratégique et symbolique qui rendrait plus qu'incertain son départ à l'issue d'une solution politique négociée plus qu'incertain.

Ainsi, à moins que les États-Unis d'Hillary Clinton ne soient victimes d'une attaque de nature à garantir une autorisation du congrès de recourir à la force, un soutien international fort et à rendre acceptables les couts d'une confrontation armée avec la Russie, une attaque américaine frontale sur des cibles syriennes et russes dans l'objectif d'établir une ZEA apparait tout simplement invraisemblable. Or, l'hypothèse même d'une agression des États-Unis par la Russie, la Syrie ou même l'Iran semble tout aussi invraisemblable en l'occurrence, dans la mesure où elle aboutirait sans aucun doute à la situation que ces États cherchent précisément à prévenir depuis 2011 à savoir, la chute du Président Al-Assad.

Cette conclusion postule cependant la rationalité de tous les acteurs et l'on aurait raison de considérer qu'au nom de cette même rationalité, les deux plus grandes puissances nucléaires de la planète n'en arrivent pas à de tels extrêmes dans le mouchoir de poche que constitue la Syrie. Au demeurant, les risques et possibilités d'escalade indirecte sont légion. Pour ne citer que ceux-là, le Président Erdogan constitue véritablement une carte imprévisible, tandis que le secrétaire à la défense Ashton Carter a d'ores et déjà écarté toute participation de Moscou aux futures opérations de la coalition contre Daesh à Raqqah et Deir Ez Zor, deux localités syriennes à la portée des systèmes de défense antiaérienne russes.

Mais, surtout, la relation bilatérale entre les États-Unis et la Russie semble avoir franchi un pallier supplémentaire dans les dernières semaines, symbolisé par les conditions posées par le Kremlin à la reprise de l'accord sur le plutonium (à savoir, l'arrêt sanctions économiques contre la Russie, compensation financière pour les dommages subis, réduction de la présence militaire américaine sur le territoire des États ayant rejoint l'OTAN après le 1er septembre 2000). Cette liste d'exigences, vraisemblablement dressée sans illusions, traduit un net raidissement des positions à Moscou et parait annoncer une nouvelle norme dans la relation avec le bloc transatlantique. Cela, alors que le format de Normandie n'a réalisé aucune avancée notable sur l'Ukraine lors des discussions du 19 octobre 2016 à Berlin et que 4000 soldats de l'OTAN devraient être déployés aux portes de la Russie courant 2017. Un tel contexte pourrait même avoir raison de l'optimisme de Donald Trump, dont les sondages n'écartent plus la victoire le 8 novembre [35].

*Copyright 1er Novembre 2016-Sow/Diploweb.com*

---

## **P.-S.**

Djiby Sow est politologue et juriste de droit international public, diplômé de l'Université de Montréal. Il s'intéresse aux questions de sécurité internationale et de lutte contre le terrorisme, notamment dans la région du Sahel et en Afrique de l'Ouest. Son ouvrage intitulé « La légalité de l'intervention militaire française au Mali. Contribution à l'étude du cadre juridique de la lutte armée contre le terrorisme international » est paru en février 2016 aux éditions L'Harmattan.

---

## **Notes**

[1] Associated Press, "AP EXCLUSIVE : Text of Syria cease-fire deal", 22 septembre 2016.

[2] Reuters, "Russia, U.S. tensions spill over at U.N. meeting on Syria", 17 septembre 2016.

[3] Associated Press, "The Latest : Russian UN envoy says Syria deal in trouble", 17 septembre 2016.

[4] Reuters, "Russian aircraft believed to hit Syria convoy, U.S. officials say", 21 septembre 2016.

[5] Reuters, "U.S. slams Russian 'barbarism' in Syria, Moscow says peace almost impossible", 25 septembre 2016.

[6] Russia Today, "What you did in Iraq & Libya is the real barbarism - Russian FM spokesperson rebukes US envoy to UN", 26 septembre 2016.

[7] Russia Today, "'Russia will continue to send troops home in body bags' : US warns Moscow if Syria violence goes on", 28 septembre 2016.

[8] La Presse, « La Russie suspend un accord avec les Américains sur le plutonium », 3 octobre 2016.

[9] Washington Post, "Obama administration considering strikes on Assad, again", 4 octobre 2016.

[10] Dailymotion, « "Nous vous détruirons" : Les terrifiantes menaces du chef d'état-major des USA à la Russie et à la Chine », 4 octobre 2016.

[11] The Independent, "Russia launches massive nuclear war training exercise with '40 million people'", 5 octobre 2016.

[12] Sputnik, "Intel suggests CIA, Pentagon behind leaks about US Strikes on Syrian Army", 6 octobre 2016.

[13] Nations Nuclear Security Administration, "NNSA and Air Force conduct two successful joint flight tests", 6 octobre 2016.

[14] New York Times, "U.S. Says Russia Directed Hacks to Influence Elections", 7 octobre 2016.

[15] Wall Street Journal, "Russia Moves Nuclear-Capable Missile System Toward Polish Border", 7 octobre 2016.

[16] Fox News, "Russian military test-fires 3 ballistic missiles in same day", 12 octobre 2016.

[17] Washington Post, "Pentagon says Russian jet likely to blame for attack on aid convoy in Syria", 20 septembre 2016.

[18] New York Times, "Details of Syria Pact Widen Rift Between John Kerry and Pentagon", 13 septembre 2016.

[19] Russia Today, "Putin rejects Russian military request to resume airstrikes in east Aleppo", 28 octobre 2016.

[20] The Independent, "Russian and American jets involved in near miss over Syria, US officials say", 28 octobre 2016.

[21] The Washington Times, "Hillary Clinton : U.S. will treat cyberattacks 'just like any other attack'", 1er septembre 2016.

[22] The Guardian, "Why Clinton's plans for no-fly zones in Syria could provoke US-Russia conflict", 25 octobre 2016.

[23] Dave Majumdar, "Why the United States Should Exercise Restraint Before Launching A New War in Syria", The National Interest, 3 octobre 2016.

[24] New York Times, "Obama's Uncertain Path Amid Syria Bloodshed", 22 octobre 2013.

[25] BBC, "Syria war : John Kerry urges planes to be grounded", 21 septembre 2016.

[26] CSN News, "Clapper on No-Fly Zone : Wouldn't Put It Past Russia to Shoot Down a U.S. Jet", 27 octobre 2016.

[27] Sputnik, "Intel suggests CIA, Pentagon behind leaks about US Strikes on Syrian Army", 6 octobre 2016.

[28] Huffington Post, "Sen. Mike Lee : U.S. Can't Bomb Syrian Forces Without Congressional Approval", 6 octobre 2016.

[29] Kevin John Heller, "The Absence of Practice Supporting the "Unwilling or Unable" Test", Opinio Juris, 17 février 2015 ; Raphael Van Steenberghe, "From Passive Consent to Self-Defence after the Syrian Protest against the US-led Coalition", EJIL : Talk !, 23 octobre 2016.

[30] U.S. Department of State, "Joint Statement From Secretary John Kerry and U.K. Foreign Secretary Boris Johnson", 16 octobre 2016.

[31] Reuters, "EU condemns Russia over Aleppo, to impose more Syrian sanctions", 17 octobre 2016.

[32] Washington Post, "Bring Syria's Assad and his backers to account now", 21 octobre 2016.

[33] David Barchard, "How Putin and Erdogan divided up Syria", Middle East Eye, 24 octobre 2016.

[34] Fabrice Balanche, "Who Will Take al-Bab ?", Washington Institute, 5 octobre 2016.

[35] ABC, "US election : Donald Trump takes one-point lead over Hillary Clinton in ABC News poll", 1er novembre 2016.